

Questions orales

Je prends note du point soulevé par le chef de l'opposition. Je pense cependant qu'il est clair que le gouvernement a réagi de façon très positive.

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, dans un rapport du Forum national sur la sécurité des familles, on dit clairement qu'au cours des dernières années, il y a eu une détérioration constante au Canada et que l'écart entre les pauvres et les riches ne s'est pas amélioré mais s'est plutôt détérioré.

• (1420)

Quand le ministre des Finances comprendra-t-il que pour donner une chance aux Canadiens, la seule politique sociale qui puisse valoir à ce moment-ci est une politique de création d'emplois, parce qu'il n'y a pas de meilleure politique sociale que de trouver du travail pour les Canadiens? Quand le ministre des Finances comprendra-t-il que si on n'a pas de politique de création d'emplois dans ce pays, la misère augmentera au lieu de diminuer?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je ne suis pas en désaccord avec mon collègue lorsqu'il affirme que le meilleur programme de sécurité sociale consiste à donner un emploi aux gens. C'est précisément ce que nous essayons de faire; nous voulons créer le climat voulu pour favoriser la croissance économique et permettre la création d'emplois.

En toute franchise, l'exposé économique de décembre 1992 et le budget dans lequel nous avons pris un certain nombre de mesures tendant à stimuler et à relancer le secteur de la petite entreprise, à débloquer davantage de fonds pour la formation, le perfectionnement professionnel et le recyclage, ainsi qu'à consacrer de l'argent à un programme fédéral-provincial à frais partagés d'infrastructures, donnent lieu maintenant à des mesures concrètes permettant la création d'emplois.

Je rappelle à mon collègue que le mois dernier, 48 000 nouveaux emplois ont été créés et que depuis août, on a créé 202 000 emplois à temps plein. Au cours des trois derniers mois, le produit intérieur brut a augmenté de 4 p. 100. Je pense que c'est plutôt positif, c'est le meilleur taux parmi les pays du Groupe des Sept.

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'ignore pourquoi le ministre des Finances

se dit si satisfait alors qu'il y a une semaine à peine, il a prévu que le niveau de chômage demeurerait à 11 p. 100 non seulement cette année, mais également l'année prochaine.

Étant donné qu'il parle maintenant de création d'emplois, pourquoi refuse-t-il obstinément de profiter de ce que les municipalités et les provinces réclament à ce stade-ci? Elles seraient disposées à fournir deux tiers de l'argent voulu si le gouvernement versait un tiers des sommes nécessaires afin de remettre en état les infrastructures dans toutes les municipalités du pays, ce qui permettrait de créer des emplois dès maintenant et non pas dans un an pour les gens qui souhaitent gagner leur vie.

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je rappelle à mon collègue que le Canada n'est pas seul. Quatre pays membres du Groupe des Sept ont des taux de chômage de deux chiffres. Je voudrais lui signaler que selon le FMI et l'OCDE, le taux de croissance de l'emploi au Canada sera de 2,3 p. 100 cette année et de 2,6 p. 100 l'année prochaine. En fait, depuis novembre, notre taux de croissance de l'emploi est de l'ordre de 2,8 p. 100.

Mme Campbell (South West Nova): Cela ne suffit pas.

M. Mazankowski: Mon collègue d'en face m'invite à emprunter davantage et à nous endetter encore plus.

M. Fontana: Nous n'avons jamais dit cela.

M. Harb: Ce n'est pas ce qu'il a déclaré.

M. Mazankowski: C'est exactement ce qu'il dit. Nous savons tous qu'il n'y a qu'un seul contribuable. Le gouvernement fédéral devrait emprunter de l'argent, il en irait de même des gouvernements provinciaux et des municipalités. Or, nous essayons de financer nos activités sans emprunter; nous sabrons dans les dépenses et nous stimulons l'économie afin de favoriser la création d'emplois et une croissance à long terme durable.

Mme Albina Guarnieri (Mississauga-Est): Monsieur le Président, avec un gouvernement aussi nul, il n'est pas étonnant que le Canada n'ait pas pu conserver la cote triple A.

Statistique Canada révèle que depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs, le Canada s'est retrouvé avec trois classes de citoyens: les riches, les pauvres en puissance et les pauvres oubliés. Durant la récession, le revenu des familles à revenu moyen a régressé trois fois plus que celui des familles à revenu élevé, ceux-là même qui bénéficient des allègements fiscaux de 600 millions de